

## Newsletter, 21-24 octobre 2019

### Session plénière

### Strasbourg

#### **Évaluation de la Commission Juncker au terme de son mandat**

Les députés évalueront mardi matin le travail réalisé par la Commission Juncker tout au long de son mandat.

5

#### **Débat sur les conclusions du sommet européen d'octobre**

Mardi matin, les députés évalueront les conclusions de la réunion des 17 et 18 octobre des chefs d'État et de gouvernement de l'UE.

6

#### **Budget d'investissement de l'UE pour 2020: un pont vers l'Europe de demain**

Le Parlement adoptera sa position sur le budget 2020 de l'UE mercredi, avec pour priorités la lutte contre le changement climatique, le chômage des jeunes, Erasmus ou encore la migration.

7

#### **Débat et vote sur l'opération militaire turque au nord-est de la Syrie**

Les députés débattront mercredi matin de l'opération militaire turque au nord-est de la Syrie et de ses conséquences. Une résolution sera mise aux voix jeudi.

9

#### **Débat sur les perspectives d'adhésion de l'Albanie et de la Macédoine du Nord**

Mercredi après-midi, les députés devraient réitérer leur soutien à l'ouverture des négociations d'adhésion avec les deux pays des Balkans occidentaux.

10

#### **Sauvetage des migrants en mer: les députés pour un système solidaire**

L'UE et ses États membres doivent garantir que les opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée soient conduites rapidement, devraient déclarer les députés lors du vote jeudi.

11

#### **Maintien du financement de l'UE aux bénéficiaires britanniques jusqu'en 2020 en cas de Brexit sans accord**

Les chercheurs, étudiants et agriculteurs britanniques continueraient à recevoir le soutien de l'UE même en cas de Brexit sans accord, selon les dispositions mises aux voix mardi. 12

---

## **Aide aux travailleurs de l'UE perdant leur emploi en cas de Brexit sans accord**

Les députés devraient adopter mardi des modifications apportées au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation pour inclure une aide aux travailleurs touchés par un Brexit sans accord. 14

---

## **Faillite de Thomas Cook: aide aux touristes, entreprises et PME impactés**

Les députés devraient plaider pour des projets et financements de l'UE limitant les effets économiques négatifs de la faillite de Thomas Cook sur le tourisme, le transport aérien et routier. 15

---

## **Les députés débattront des dangers liés à la violence d'extrême-droite**

Suite à la récente attaque terroriste devant une synagogue dans l'est de l'Allemagne, les députés discuteront de la violence de l'extrémisme de droite lors d'un débat lundi. 16

---

## **Les multinationales doivent divulguer où elles payent leurs impôts**

Les députés débattront mardi de la législation en souffrance visant à obliger les multinationales à divulguer les impôts qu'elles payent dans chaque pays, et adopteront une résolution jeudi. 17

---

## **Les députés devraient refuser la décharge du budget du Conseil**

Les comptes du Conseil et du Bureau européen d'appui en matière d'asile ne seront probablement pas approuvés par les députés, lors de votes distincts mercredi. 18

---

## **Les députés débattront de l'urgence climatique et écologique**

Le Parlement débattrra mercredi après-midi avec le Conseil et la Commission de l'actuelle crise climatique et écologique. 19

---

## **Débat sur la manière dont l'argent de l'UE a été dépensé en 2018**

Mercredi, le Parlement débattrra avec le Président de la Cour des comptes européenne, M. Lehne, et le commissaire Oettinger de la manière dont les fonds européens ont été dépensés en 2018. 20

---

## **Les abeilles doivent être mieux protégées contre les pesticides**

Les États membres ayant édulcoré les mesures visant à protéger les abeilles, les députés pourraient demander à la Commission de revoir sa copie lors d'un vote jeudi. 21

---

## **Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie**

---

## Autres sujets à l'ordre du jour

---

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/agenda/briefing/2019-10-21>

## Newsletter, 21-24 octobre 2019

### En savoir plus

[Projet d'ordre du jour](#)

[Suivre la séance en direct \(EbS+\)](#)

[Conférences de presse et autres événements](#)

[Centre multimédia du Parlement européen](#)

[EP Newshub](#)

### Contacts

---

Baptiste CHATAIN

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 40992 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74151 (STR)

📱 (+32) 498 98 13 37

✉ [baptiste.chatain@europarl.europa.eu](mailto:baptiste.chatain@europarl.europa.eu)

---

Nicolas DELALEU

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 44407 (BXL)

☎ (+33) 3 881 72097 (STR)

📱 (+32) 471 95 35 11

✉ [nicolas.delaleu@europarl.europa.eu](mailto:nicolas.delaleu@europarl.europa.eu)

---

Wendy DE MONTIS

Attachée de presse

☎ (+32) 2 28 31151 (BXL)

☎ (+33) 3 881 74005 (STR)

📱 (+32) 470 87 02 64

✉ [wendy.demontis@europarl.europa.eu](mailto:wendy.demontis@europarl.europa.eu)

---

# Évaluation de la Commission Juncker au terme de son mandat

## Les députés évalueront mardi matin le travail réalisé par la Commission Juncker tout au long de son mandat.

Depuis sa prise de fonction le 1er novembre 2014, la Commission Juncker a été amenée à traiter un certain nombre de questions importantes telles que le changement climatique, le Brexit, la crise de la zone euro, le chômage des jeunes, la migration, l'ingérence étrangère dans les processus démocratiques et la désinformation, les attaques contre les droits fondamentaux et l'État de droit, les défis posés par la numérisation, les tensions internationales croissantes et les nombreux conflits armés à proximité des frontières extérieures de l'UE.

Les députés évalueront les réussites et les faiblesses de la Commission Juncker en lien avec ces défis lors d'un débat mardi matin.

*Débat: mardi 22 octobre*

*Procédure: déclaration du Président de la Commission, suivie d'un débat*

### En savoir plus

[Page web du Président de la Commission, Jean-Claude Juncker](#)

[Service de recherche du PE - Les 10 priorités de la Commission Juncker: évaluation de fin de mandat \(03.05.2019\)](#)

[Communiqué de presse - Le Parlement élit Jean-Claude Juncker à la tête de la Commission européenne \(22.10.2014\)](#)

[Produits multimédias - Nomination de la Commission Juncker](#)

# Débat sur les conclusions du sommet européen d'octobre

## Mardi matin, les députés évalueront les conclusions de la réunion des 17 et 18 octobre des chefs d'État et de gouvernement de l'UE.

Parmi les questions abordées au cours du sommet figuraient le budget à long terme de l'Union, les priorités stratégiques pour les cinq prochaines années (avec notamment une présentation de la Présidente élue von der Leyen) ainsi que le changement climatique à la suite du sommet des Nations unies sur le climat et avant la conférence sur le climat qui se tiendra à Santiago du Chili en décembre.

Le 17 octobre, une réunion distincte a été consacrée au Brexit, sous le format UE27. Suite à la décision du sommet extraordinaire du Conseil européen du 10 avril 2019 d'accepter la demande du gouvernement britannique de prolonger le délai prévu à l'article 50, le Royaume-Uni devrait quitter l'UE avant le 31 octobre.

Le Président du Conseil, Donald Tusk, et le Président de la Commission, Jean-Claude Juncker, prendront part au débat.

*Débat: mardi 22 octobre*

*Procédure: déclaration du Président de la Commission, suivie d'un débat*

### En savoir plus

[Projet d'ordre du jour du Conseil européen des 17-18 octobre 2019](#)

[Projet d'ordre du jour de la réunion UE27 sur le Brexit du 17 octobre 2019](#)

[Produits multimédias](#)

# Budget d'investissement de l'UE pour 2020: un pont vers l'Europe de demain

**Le Parlement adoptera sa position sur le budget 2020 de l'UE mercredi, avec pour priorités la lutte contre le changement climatique, le chômage des jeunes, Erasmus ou encore la migration.**

Les députés soulignent dans leur [projet de résolution](#) que le budget 2020 de l'Union européenne devrait ouvrir la voie au budget à long terme pour la période 2021-2027 et offrir une solide base pour le lancement d'une nouvelle génération de politiques et de programmes de l'UE.

Ils devraient amender le [projet de budget de la Commission](#) en proposant une augmentation totale de deux milliards d'euros afin de protéger le climat. En plus de cela, ils ont l'intention d'élargir l'initiative pour l'emploi des jeunes et les programmes Erasmus+, et ils devraient approuver d'autres financements supplémentaires en lien avec les priorités du Parlement, dans des domaines comme les PME, la numérisation, la migration et la politique étrangère, notamment le développement et l'aide humanitaire.

Vous pouvez visionner une interview de la rapporteure générale pour le budget 2020 de l'UE, [Monika Hohlmeier](#) (PPE, DE), en [cliquant ici](#).

## Prochaines étapes

Le vote en plénière marquera le lancement de trois semaines de négociations de "conciliation" avec le Conseil, l'objectif étant d'aboutir à un accord entre les deux institutions à temps pour que le budget de l'année prochaine soit voté par le Parlement et signé par son Président lors de la session plénière de novembre II (25-28 novembre).

## Contexte

Environ 93% du budget de l'UE financent des activités réelles sur le terrain dans les États membres et en dehors de l'Union. Ces fonds sont destinés aux citoyens, régions, villes, agriculteurs, chercheurs, étudiants, ONG et entreprises.

Le budget de l'UE est unique. Contrairement aux budgets nationaux, qui sont en grande partie utilisés pour fournir des services publics et financer les systèmes de sécurité sociale, le budget de l'UE est avant tout un budget d'investissement et ne peut pas être en déficit.

*Débat: mardi 22 octobre*

*Vote: mercredi 23 octobre*

*Procédure: procédure budgétaire*

## **En savoir plus**

[Projet de résolution \(en anglais\)](#)

[Communiqué de presse suite au vote en commission - Vote sur la résolution budgétaire \(14.10.2019, en anglais\)](#)

[Communiqué de presse suite au vote en commission - Vote sur les chiffres du budget \(01.10.2019\)](#)

[Profil de la rapporteure générale pour la section III du budget de l'UE, Monika Hohlmeier \(PPE, DE\)](#)

[Profil de la rapporteure pour les autres sections, Eider Gardiazabal Rubial \(S&D, ES\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Infographie sur la procédure budgétaire](#)

[Fiches thématiques sur l'Union européenne - La procédure budgétaire](#)

[Produits multimédias](#)



# Débat et vote sur l'opération militaire turque au nord-est de la Syrie

## Les députés débattent mercredi matin de l'opération militaire turque au nord-est de la Syrie et de ses conséquences. Une résolution sera mise aux voix jeudi.

L'armée turque a lancé une opération dans le nord-est de la Syrie contre les forces menées par les Kurdes il y a un peu plus d'une semaine, après que les troupes américaines se sont retirées de la zone. Les milices kurdes ont joué un rôle essentiel en aidant les États-Unis à battre le groupe terroriste Daech en Syrie.

Depuis, l'alliance menée par les Kurdes a cherché de l'aide auprès du gouvernement syrien, soutenu par la Russie, et le gouvernement américain prépare des sanctions à l'encontre de la Turquie en représailles aux activités militaires turques au nord-est de la Syrie.

Vous pouvez suivre le débat en plénière via [EP Live](#) et [EbS+](#).

*Débat: mercredi 23 octobre*

*Vote: jeudi 24 octobre*

*Procédure: déclaration de la Commission*

### En savoir plus

[Débat en plénière sur la situation au nord-est de la Syrie \(09.10.2019\)](#)

[Résolution du PE du 15 mars 2018 sur la situation en Syrie](#)

[Produits multimédias](#)

# Débat sur les perspectives d'adhésion de l'Albanie et de la Macédoine du Nord

**Mercredi après-midi, les députés devraient réitérer leur soutien à l'ouverture des négociations d'adhésion avec les deux pays des Balkans occidentaux.**

Mardi 15 octobre, les ministres de l'UE réunis à Luxembourg ne sont pas parvenus à obtenir un accord unanime sur le lancement des négociations d'adhésion avec l'Albanie et la Macédoine du Nord, malgré une forte pression de la grande majorité des États membres favorables à ce lancement.

Le sujet sera donc à l'ordre du jour du sommet européen réunissant les chefs d'État ou de gouvernement les 17 et 18 octobre. Le Parlement européen a exprimé dans plusieurs résolutions passées son soutien plein et entier au lancement des négociations avec les deux pays.

*Débat: mercredi 23 octobre*

*Procédure: déclaration de la Commission*

## En savoir plus

[Résolution du PE du 29 novembre 2018 sur le rapport 2018 de la Commission sur l'Albanie](#)  
[Résolution du PE du 29 novembre 2018 sur le rapport 2018 de la Commission sur l'ancienne République yougoslave de Macédoine](#)  
[Produits multimédias](#)

# Sauvetage des migrants en mer: les députés pour un système solidaire

**L'UE et ses États membres doivent garantir que les opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée soient conduites rapidement, devraient déclarer les députés lors du vote jeudi.**

Suite au débat en plénière avec le Conseil et la Commission mercredi après-midi, les députés voteront une résolution appelant à la solidarité entre États membres et exigeant une distribution équitable des personnes sauvées en mer alors qu'elles tentent d'atteindre le territoire européen.

Selon l'Organisation internationale pour les migrations, depuis le 1er janvier, [plus de 1000 personnes sont mortes](#) en tentant de traverser la Méditerranée. En mars, les États membres de l'UE ont suspendu les opérations navales de [l'opération conjointe Sophia](#), qui avait été mise en place en 2015.

*Débat: mercredi 23 octobre*

*Vote: jeudi 24 octobre*

*Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission, avec résolution*

## En savoir plus

[Question orale au Conseil](#)

[Question orale à la Commission](#)

[Communiqué de presse - Opérations de recherche et de sauvetage en Méditerranée: les députés évaluent la situation \(02.10.2019, en anglais\)](#)

[Opération Sophia: mandat prolongé au 31 mars 2020 \(Conseil de l'UE, 26.09.2019\)](#)

[Produits multimédias - Migration](#)

# Maintien du financement de l'UE aux bénéficiaires britanniques jusqu'en 2020 en cas de Brexit sans accord

## Les chercheurs, étudiants et agriculteurs britanniques continueraient à recevoir le soutien de l'UE même en cas de Brexit sans accord, selon les dispositions mises aux voix mardi.

Le Parlement devrait adopter une mesure visant à garantir que les financements de l'UE pour 2019 et 2020 seront pleinement disponibles si le Royaume-Uni quitte l'Union européenne sans accord. L'objectif est de minimiser l'impact négatif du retrait du Royaume-Uni de l'UE pour les bénéficiaires des financements européens et pour le budget de l'Union européenne.

Le projet de règlement prolonge jusqu'en 2020 le plan d'urgence [adopté par le Parlement européen le 17 avril 2019](#), jusqu'ici limité à 2019. La mesure inclut des programmes tels qu'Horizon 2020, Erasmus+ ainsi que les politiques agricoles et régionales.

La proposition rendrait possible la poursuite des paiements aux bénéficiaires britanniques tout au long de 2020, si toutefois le Royaume-Uni continue à payer sa contribution et accepte les contrôles et audits nécessaires.

### Autres questions relatives au Brexit

Par ailleurs, les députés voteront sur la période d'octroi d'[autorisations de pêche simplifiées pour les navires de l'Union dans les eaux du Royaume-Uni et les opérations de pêche des navires du Royaume-Uni dans les eaux de l'Union](#), qui serait prolongée jusqu'au 31 décembre 2020. Une [mesure d'urgence supplémentaire](#), qui permettrait aux États membres directement touchés par le Brexit d'accéder au soutien financier du Fonds de solidarité de l'UE (désormais uniquement destiné aux catastrophes naturelles), pourrait aussi être mise aux voix, sous réserve d'un accord préalable en commission du développement régional.

*Votes: mardi 22 octobre et jeudi 24 octobre*

*Procédure: approbation (pour la partie relative au budget)*

## En savoir plus

[Projet de recommandation sur l'exécution et le financement du budget général de l'Union en 2020 eu égard au retrait du Royaume-Uni de l'Union](#)

[Communiqué de presse - Maintien du financement du budget 2020 de l'UE en cas de Brexit sans accord \(14.10.2019\)](#)

[Profil du rapporteur Johan Van Overtveldt \(ECR, BE\) \(exécution et financement du budget général de l'Union en 2020 eu égard au retrait du Royaume-Uni de l'Union\)](#)

[Fiche de procédure - Exécution et le financement du budget général de l'Union en 2020 eu égard au retrait du Royaume-Uni de l'Union](#)

[Fiche de procédure - Autorisations de pêche pour les navires de l'Union dans les eaux du Royaume-Uni et opérations de pêche des navires du Royaume-Uni dans les eaux de l'Union](#)

[Profil du rapporteur Chris Davies \(Renew Europe, UK\) \(autorisations de pêche\)](#)

[Fiche de procédure - Aide financière aux États membres en vue de faire face à la lourde charge financière occasionnée à la suite du retrait du Royaume-Uni de l'Union sans accord](#)

[Profil du rapporteur Younous Omarjee \(GUE/NGL, FR\) \(aide financière\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Aide aux travailleurs de l'UE perdant leur emploi en cas de Brexit sans accord

## Les députés devraient adopter mardi des modifications apportées au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation pour inclure une aide aux travailleurs touchés par un Brexit sans accord.

Le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) finance des politiques actives en faveur de l'emploi comme le renouvellement des compétences des travailleurs individuels, le conseil en carrière, la formation, les indemnités de réinstallation ou la création d'entreprise. Les modifications proposées prévoient que les licenciements dans les États membres résultant du retrait du Royaume-Uni de l'UE sans accord devraient également être intégrés au périmètre du FEM.

Jusqu'ici, les gouvernements de l'UE ne pouvaient faire appel au soutien financier du FEM que pour les travailleurs et les indépendants ayant perdu leur emploi à cause de la mondialisation ou d'une crise économique. Cette modification s'inscrit dans le cadre des mesures d'urgence adoptées par l'UE pour limiter l'impact négatif d'un éventuel Brexit sans accord pour les citoyens, les entreprises et les administrations européennes.

### Contexte

Les États membres et le Parlement européen doivent approuver toutes les demandes effectuées dans le cadre du FEM. Une fois approuvées, l'UE paie 60% et les pays de l'UE 40%. Depuis 2007, 70 000 travailleurs ont bénéficié de l'aide du FME. Un montant total de 170 millions d'euros est mis à disposition jusqu'en 2020 pour couvrir l'ensemble des demandes liées au FEM.

*Vote: mardi 22 octobre*

*Procédure: procédure législative ordinaire, première lecture*

### En savoir plus

[Projet de rapport](#)

[Profil de la rapporteure Vilija Blinkevičiūtė \(S&D, LT\)](#)

[Fiche de procédure](#)

[Actualités - FEM: accroître l'aide aux travailleurs licenciés](#)

[Service de recherche du PE - Réforme du FEM \(en anglais\)](#)

[Règlement EU n°1309/2013 sur le FEM \(2014-2020\)](#)

[Rapport de la Commission européenne sur les activités du FEM en 2017 et 2018 \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Faillite de Thomas Cook: aide aux touristes, entreprises et PME impactés

**Les députés devraient plaider pour des projets et financements de l'UE limitant les effets économiques négatifs de la faillite de Thomas Cook sur le tourisme, le transport aérien et routier.**

Lors d'un débat lundi, les députés demanderont à la Commission comment elle compte en limiter l'impact négatif sur les économies européennes étroitement liées au secteur du tourisme et fournir de l'aide pour atténuer les conséquences et les pertes d'emploi pour les secteurs et les entreprises les plus touchés, notamment les PME.

Dans une résolution mise aux voix jeudi, les députés pourraient également appeler à une harmonisation des droits des voyageurs et réitérer la demande du Parlement relative au renforcement de la protection des passagers aériens en cas de faillite d'entreprise.

*Débat: lundi 21 octobre*

*Vote: jeudi 24 octobre*

*Procédure: question orale à la Commission, avec résolution*

## En savoir plus

[Question orale à la Commission](#)

[Service de recherche du PE - Renforcement des droits des passagers aériens dans l'UE \(en anglais\)](#)

# Les députés débattront des dangers liés à la violence d'extrême-droite

**Suite à la récente attaque terroriste devant une synagogue dans l'est de l'Allemagne, les députés discuteront de la violence de l'extrémisme de droite lors d'un débat lundi.**

Le Parlement européen débattrait de l'attaque antisémite survenue à Halle, en Allemagne, et ayant fait deux morts, ainsi que des dangers que présente l'extrême-droite en Europe.

*Débat: lundi 21 octobre*

*Procédure: déclaration de la Commission, sans résolution*

## En savoir plus

[Communiqué de presse - Le PE demande l'interdiction des groupes néofascistes et néonazis dans l'UE](#)

[Europol - Situation en matière de terrorisme dans l'UE et rapport 2018 \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)



# Les multinationales doivent divulguer où elles payent leurs impôts

**Les députés débattront mardi de la législation en souffrance visant à obliger les multinationales à divulguer les impôts qu'elles payent dans chaque pays, et adopteront une résolution jeudi.**

Le Parlement a déjà [soutenu](#) en 2017 cette proposition législative qui offrirait davantage de transparence sur les pratiques fiscales des multinationales. Les ministres de l'UE ne sont toutefois pas parvenus à adopter une position et, par conséquent, aucune législation n'a été adoptée jusqu'ici.

Deux ans plus tard, et après de nombreux scandales fiscaux, les députés devraient déplorer que les ministres des finances ne soient pas parvenus à donner à cette législation la priorité qu'elle mérite et devraient les exhorter à adopter une position de négociation le plus rapidement possible.

*Débat: mardi 22 octobre*

*Vote: jeudi 24 octobre*

*Procédure: débat avec le Conseil et la Commission, suivi d'une résolution*

## En savoir plus

[Communiqué de presse sur la position adoptée par le Parlement européen \(04.07.2017\)](#)

[Rapport sur la position adoptée par le Parlement européen - Projet de directive sur la communication d'informations pays par pays](#)

[Service de recherche du PE - Communication d'informations pays par pays \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Les députés devraient refuser la décharge du budget du Conseil

**Les comptes du Conseil et du Bureau européen d'appui en matière d'asile ne seront probablement pas approuvés par les députés, lors de votes distincts mercredi.**

Le Parlement européen devrait refuser d'octroyer la décharge au Conseil européen et au Conseil ainsi qu'au Bureau européen d'appui en matière d'asile, lors d'un vote distinct, pour l'exercice financier de 2017.

La décharge du Conseil pourrait être refusée, ce dernier n'ayant pas coopéré pour fournir les informations nécessaires. Les dépenses du Bureau européen d'appui en matière d'asile pourraient ne pas être approuvées en raison de lacunes dans les procédures de gestion et de passation des marchés.

Les débats en plénière mardi précéderont les votes.

Les décharges ont été reportées par les députés en mars et sont désormais soumises à un vote final. Depuis 2011, le Parlement refuse chaque année la décharge au Conseil européen et au Conseil.

*Débat: mardi 22 octobre*

*Vote: mercredi 23 octobre*

*Procédure: décharge*

## En savoir plus

[Projet de rapport concernant la décharge sur l'exécution du budget général de l'Union européenne pour l'exercice 2017](#)

[Communiqué de presse à l'issue du vote en commission \(20.02.2019, en anglais\)](#)

[Profil de la rapporteure Isabel García Muñoz \(S&D, ES\) \(Conseil\)](#)

[Profil du rapporteur Petri Sarvamaa \(PPE, FI\) \(EASO\)](#)

[Fiche de procédure - Conseil](#)

[Fiche de procédure - Bureau européen d'appui en matière d'asile \(EASO\)](#)

[Think Tank du PE - Décharge du Conseil par le Parlement européen: trouver des solutions \(juin 2017, en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Les députés débattront de l'urgence climatique et écologique

**Le Parlement débattrra mercredi après-midi avec le Conseil et la Commission de l'actuelle crise climatique et écologique.**

Les députés apporteront leur contribution au “pacte vert européen” annoncé par la Présidente élue de la Commission, Ursula von der Leyen, lors de la présentation de son programme en plénière. La stratégie vise à intégrer les actions liées au climat, à l'environnement, à la durabilité, à la santé et à la sécurité alimentaire.

Les députés devraient également réitérer leur appel aux dirigeants européens pour qu'ils prennent un engagement formel en faveur d'une économie européenne neutre en carbone d'ici 2050, en amont des négociations de l'ONU sur le climat qui se dérouleront en décembre.

*Débat: mercredi 23 octobre*

*Procédure: débat d'actualité*

## En savoir plus

[Service de recherche du PE - Auditions des commissaires désignés: Frans Timmermans, vice-président pour un pacte vert européen \(en anglais\)](#)

[Service recherche du PE - Politiques européennes en matière d'environnement et de climat: état des lieux, défis actuels et à venir \(en anglais\)](#)

[Produits multimédias](#)

# Débat sur la manière dont l'argent de l'UE a été dépensé en 2018

## Mercredi, le Parlement débattre avec le Président de la Cour des comptes européenne, M. Lehne, et le commissaire Oettinger de la manière dont les fonds européens ont été dépensés en 2018.

Les eurodéputés devraient aborder les différences récurrentes dans la manière dont les fonds de l'UE sont utilisés et dont les projets européens sont mis en œuvre dans les États membres. Ils pourraient demander que les fonds de l'UE soient octroyés de manière plus simple afin d'éviter les irrégularités.

Le débat lance la procédure de décharge du budget de l'UE pour l'exercice 2018, au cours de laquelle le Parlement contrôle les finances de l'UE, sur la base de l'évaluation de la Cour des comptes européenne et de la recommandation du Conseil.

En 2018, les dépenses de l'UE se sont élevées à 156,7 milliards d'euros, soit 1% du revenu national brut de l'Union et environ 2% des dépenses publiques totales dans les États membres. Lors de la publication du rapport d'audit de 2018, la Cour des comptes a salué l'UE pour avoir fait preuve, pour la troisième année consécutive, de cohérence dans le respect de normes élevées de responsabilité et de transparence en matière de dépenses publiques.

### Contexte

Le Parlement contrôle l'exécution du budget de l'UE en examinant chaque année la manière dont la Commission et les autres institutions de l'UE dépensent l'argent des contribuables européens et en évaluant dans quelle mesure cet argent a contribué à la réalisation des objectifs politiques de l'UE.

Les députés se prononceront sur la clôture des comptes de l'UE 2018 en mars 2020.

*Débat: mercredi 23 octobre*

*Procédure: décharge budgétaire*

### En savoir plus

[Rapports annuels relatifs à l'exercice 2018](#)

[Procédure de décharge: informations et rapports sur la décharge 2018](#)

[Qu'est-ce que la décharge budgétaire?](#)

[Procédure de décharge budgétaire expliquée par la Commission européenne](#)

# Les abeilles doivent être mieux protégées contre les pesticides

**Les États membres ayant édulcoré les mesures visant à protéger les abeilles, les députés pourraient demander à la Commission de revoir sa copie lors d'un vote jeudi.**

Le [projet de proposition](#) de la Commission européenne avait pour objectif d'introduire dans le droit européen les [orientations](#) de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) de 2013 afin de réduire l'utilisation de pesticides nuisibles aux abeilles. L'EFSA avait proposé que les pesticides soient testés pour protéger les abeilles contre une exposition aiguë et chronique. Les pesticides ne seraient restés disponibles sur le marché qu'en cas de réussite de ces nouveaux tests.

Toutefois, la plupart des États membres de l'UE se sont opposés à ces dispositions, forçant la Commission à trouver un compromis pour ne conserver que les dispositions qui protègent les abeilles contre une exposition aiguë.

Par conséquent, les groupes politiques ont déposé une objection au projet. Si elle est adoptée, la Commission devra présenter une nouvelle proposition.

Les députés ont également [tenu un débat](#) avec la Commission et l'EFSA sur cette question en commission de l'environnement.

*Procédure: objection à un acte de comitologie*

## En savoir plus

[Service de recherche du PE - Directive 2009/128/CE sur l'utilisation durable des pesticides \(octobre 2018, en anglais\)](#)

[Service de recherche du PE - Une agriculture produits phytopharmaceutiques \(en anglais\)](#)  
[Produits multimédias](#)

# Résolutions relatives aux droits de l'homme et à la démocratie

**Le Parlement tiendra des débats sur les urgences relatives aux droits de l'homme et à la démocratie jeudi 24 octobre vers 10h, avec des votes intervenant à midi sur les sujets suivants:**

- Ouganda, notamment la proposition législative visant à imposer la peine capitale pour les actes homosexuels;
- Égypte; et
- Indonésie: la proposition de nouveau Code pénal.

*Débat: jeudi 24 octobre*

*Vote: jeudi 24 octobre*

*Procédure: résolutions non législatives*

## **En savoir plus**

[Produits multimédias](#)

## Autres sujets à l'ordre du jour

### Figurent également à l'ordre du jour les sujets suivants:

- Faire avancer la directive horizontale anti-discrimination, déclarations du Conseil et de la Commission, débat mardi;
- Situation en Irak, notamment la répression violente de manifestations de jeunes et d'étudiants, déclaration de la vice-présidente de la Commission/haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, débat mercredi;
- Déclaration politique de l'ONU sur la couverture santé universelle, déclarations du Conseil et de la Commission, débat mercredi; et
- Nomination de M. Farkas, actuel directeur exécutif de l'ABE, au poste de directeur général de l'AFME, question orale à la Commission, débat jeudi.